

Je suis heureux que de nombreux maires de France, de refus, de refoulement, de fermeture qui – hélas ! – se développent ici comme ailleurs.

La situation est difficile, nul ne peut le nier. Mais il y a une évidence : les êtres humains qui quittent leur maison, qui laissent leurs biens là-bas, qui fuient leur pays et affrontent de lourds périls pour le fuir, ne font pas cela par plaisir.

Ils le font parce qu'ils sont menacés, violentés, persécutés.

L'Europe ne peut pas les rejeter. Elle ne le doit pas.

Je rappelle qu'elle compte cinq cents millions d'habitants et que tous les réfugiés arrivés à ce jour d'Irak et de Syrie représentent moins de 0,3 % de la population européenne.

Je rappelle que Le Liban, la Jordanie et la Turquie accueillent quatre millions de réfugiés.

Alors, la France doit parler fortement avec d'autres pour dire qu'il revient aux vingt-huit pays de l'Union européenne de prendre en charge la part qui doit leur revenir dans l'accueil d'êtres humains persécutés.

C'est une question d'humanité. C'est une « certaine idée » de l'Europe qui est en cause.

Jean-Pierre Sueur